



**Convention sur l'élimination  
de toutes les formes  
de discrimination à l'égard  
des femmes**

Distr. générale  
30 septembre 2011

Original: français

---

**Comité pour l'élimination de la discrimination  
à l'égard des femmes**  
Groupe de travail de présession  
Cinquantième session  
3-21 octobre 2011

**Liste de points et questions à traiter à l'occasion de l'examen  
des rapports périodiques des États parties: Côte d'Ivoire**

**Additif**

**Réponses de la Côte d'Ivoire à la liste de points et questions à  
traiter à l'occasion de l'examen du rapport initial et des  
deuxième et troisième rapports périodiques, soumis en un  
seul document (CEDAW/C/CIV/1-3)\*\***

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (22 novembre 2011).

\*\* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Liste des abréviations.....		3
Introduction.....	1-5	5
Contexte .....	6-12	5
Réponses aux points soulevés et aux questions .....	13-148	6
Questions d'ordre général.....	13-16	6
Cadre constitutionnel, législatif et institutionnel.....	17-28	7
Diffusion de la Convention et du Protocole facultatif.....	29-30	9
Accès à la justice.....	31-33	10
Instances nationales de promotion de la femme.....	34-36	10
Mesures temporaires spéciales.....	37-55	11
Stéréotypes et pratiques néfastes.....	56-66	13
Les violences sexistes .....	67-93	15
Traite des femmes et exploitation de la prostitution .....	94	18
Participation à la vie politique et à la prise de décision .....	95-97	18
Éducation .....	98-106	19
Emploi.....	107-110	21
Santé.....	111-125	21
Femmes rurales .....	120-125	24
Femmes déplacées dans leur pays et femmes réfugiées.....	126-131	24
Mariage et famille .....	132-138	25
Conclusion .....	139-144	26
Annexes.....		27
Bibliographie.....		31

## Liste des abréviations

AFJCI	Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire
AGEFOP	Agence de Gestion pour la Formation Professionnelle
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ARV	Anti Retro Viraux
CEDEAO	Communauté des Etats de l'Afrique de l'ouest
CEDEF	Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme
CMEF	Clubs des Mères d'Elèves Filles
CPI	Cour Pénale Internationale
DEPG	Direction de l'Egalité et de la promotion du Genre
DPFASE	Direction de la Promotion de la Famille et des Activités Socio Economiques
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EPU	Examen Périodique Universel
HCR	Haut Commissariat des Réfugiés
IMF	Institution des Micro Finances
MEMPD	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MFEE	Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant
MGF	Mutilation Génitale Féminine
OFACI	Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire
OIM	Organisation Internationale des Migrations
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONEF	Organisation Nationale pour l'Enfant et la Femme
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Opération des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire
ONUFEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Mondial pour l'Alimentation
PAVVIOS	Prévention et Assistance des Victimes de Violences Sexuelles
PEC	Prise en charge

PGNFNFD	Projet de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement
PNDS	Plan National du Développement Sanitaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POS	Procédures Opérationnelles Standard
PRODEMIR	Programme de Développement Economique en Milieu Rural
PTME	Programme de Transmission Mère Enfant
REFAMPCI	Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires
RIOF	Réseau Ivoirien des Organisations Féminines
UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisations des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNGEICI	United Nations Girls' Education Initiative Côte d'Ivoire
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus d'Immunodéficiences Humaine/Syndrome d'Immunodéficiência Acquis
WILDAF	Women in Law and Development in Africa

## Introduction

1. L'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté, dans sa résolution 34/180 du 18 Décembre 1979, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (la Convention).
2. Cette Convention, en mettant l'accent sur la lutte contre les discriminations basées sur le sexe, a inauguré une nouvelle ère de promotion et de protection des droits de la femme.
3. En adhérant à cette convention, les Etats parties se sont engagés à prendre toutes les mesures idoines pour mettre un terme à la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et à assurer l'égalité entre hommes et femmes consacrée dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.
4. A l'instar des autres pays, la Côte d'Ivoire a ratifié ladite Convention le 18 Décembre 1995.
5. Cependant, ce n'est que le 18 octobre 2010 que le Gouvernement ivoirien a soumis au Comité de la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, son rapport initial combinant le deuxième et troisième rapports périodiques relatifs à l'examen et à l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention. Ce rapport a fait l'objet d'un examen par le Comité, ce qui lui a permis de formuler sous forme de questions, des observations dont le traitement par la Côte d'Ivoire donne lieu à la rédaction du présent rapport complémentaire.

## Contexte

6. Le processus d'élaboration dudit rapport intervient dans un contexte dominé par:
  - La fin d'une crise postélectorale ayant occasionné une grave crise humanitaire avec un accroissement des besoins primaires et la destruction des infrastructures de base;
  - La formation d'un nouveau Gouvernement issu des élections de novembre 2010;
  - La reprise du processus électoral à travers l'organisation des prochaines élections législatives, municipales et des conseils régionaux;
  - La réunification du pays et le démarrage du processus de réconciliation nationale et de reconstruction post-crise.
7. Fermement déterminé à poursuivre ses efforts en vue d'une amélioration de jure et de facto de la situation de la Femme, le Gouvernement ivoirien accueille avec satisfaction les observations du Comité. Le Gouvernement actuel estime également que ce nouveau cadre lui permettra d'une part, de décliner ses priorités à l'égard de la Femme et d'autre part, de mettre en exergue les mesures d'urgence qu'il entend prendre pour faire face aux nouveaux besoins créés par la grave crise postélectorale qu'a connue le pays.
8. Conformément à ses visions et principes sur la problématique de la Femme, l'élaboration de ce rapport complémentaire, à l'instar du rapport initial s'est déroulée dans un cadre participatif et inclusif avec plusieurs étapes: (i) une pré-collecte des réponses aux questions par les entités concernées, (ii) un atelier technique d'élaboration du draft 0 du rapport et un atelier de validation du rapport.
9. La pré-collecte des réponses aux questions a permis de produire un document consolidé avec l'ensemble des réponses collectées auprès des structures et organisations

concernées par les thématiques. Ce document a servi de base lors de l'atelier technique d'élaboration du projet de rapport.

10. Quant à l'atelier technique qui s'est déroulé en résidence, il a permis de passer en revue toutes les questions et réponses collectées pour enregistrer des compléments d'informations. Il a réuni une vingtaine de participants issus des institutions de l'Etat, des organisations de défense des droits de la Femme et des partenaires au développement.

11. S'agissant de l'atelier de validation, il a réuni encore plus de participants issus des institutions, des ministères techniques, des organisations non gouvernementales et des partenaires au développement et il a permis de partager, d'amender et de valider le projet de rapport issu de l'atelier technique de rédaction.

12. Ces étapes ont permis aux différents participants et personnes ressources d'enrichir considérablement ce rapport qui apporte des précisions et des compléments d'informations au titre des points suivants:

- Le cadre de mise en œuvre et de diffusion de la convention;
- Les mesures temporaires spéciales;
- Les stéréotypes et pratiques néfastes, les violences sexistes, la traite et l'exploitation de la prostitution;
- La participation à la vie politique et publique, à l'éducation, à l'emploi et à la santé de la Femme;
- La problématique de la Femme rurale et de la Femme déplacée de guerre;
- Le mariage et la famille.

## **Réponses aux points soulevés et aux questions**

### **Questions d'ordre général**

#### **Réponse au paragraphe 2 de la liste de points à traiter (CEDAW/C/CIV/Q/1-3)**

##### *2.1 De l'étendue de la consultation des organisations non gouvernementales*

13. Le rapport initial de la Côte d'Ivoire a bénéficié d'une large consultation des Organisations de la société civile qui ont pris une part active à toutes les étapes du processus d'élaboration. Pour rappel, le processus d'élaboration du rapport, défini en étroite collaboration avec la Division de la Promotion de la Femme des Nations Unies a été le suivant:

- Atelier multilatéral (décembre 2009);
- Consultation générale des structures gouvernementales et des organisations de la société civile pour la collecte des données à travers un questionnaire (janvier 2010);
- Atelier de rédaction (février 2010);
- Atelier d'examen et de consolidation de l'avant projet de rapport (mai 2010);
- Atelier de validation du rapport (juin 2010);
- Finalisation et transmission du rapport (juin-août 2010).

14. Les Organisations de la société civile ont aussi participé à l'élaboration du présent rapport complémentaire sur la Convention.

## 2.2 *De la soumission du rapport à l'Assemblée Nationale Ivoirienne*

15. Conformément aux pratiques et textes en vigueur en Côte d'Ivoire, les rapports sur les instruments internationaux (accords, traités, conventions) ne sont pas soumis à l'Assemblée Nationale pour adoption. Néanmoins, elle peut être saisie pour leur propre information et celle de leurs circonscriptions respectives.

16. Pour le rapport sur la Convention, l'Assemblée Nationale n'a pu être saisie à cause du climat électoral délétère au moment de sa finalisation. Cependant, elle a pleinement participé au processus d'élaboration en tant que structure ressource. Elle était même membre du comité restreint de rédaction du présent rapport complémentaire. Le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (MFFE) s'engage à le lui présenter dès son installation, ainsi qu'à toutes les autres Institutions de la République.

### **Cadre constitutionnel, législatif et institutionnel**

#### **Réponse au paragraphe 3 de la liste de points à traiter**

##### 3.1 *De l'adhésion au Protocole Facultatif à la Convention et de la modification de l'article 20, paragraphe 1 de la Convention*

17. La Côte d'Ivoire s'engage à ratifier de façon imminente le Protocole facultatif à la Convention. Elle accepte par ailleurs la modification de l'article 20, paragraphe 1 de la Convention.

##### 3.2 *De l'état d'avancement des travaux sur l'élimination des textes discriminatoires et de l'harmonisation des lois nationales avec les dispositions de la Convention*

18. En collaboration avec le Ministère en charge du genre, les textes discriminatoires ont été recensés par l'Association des Femmes Juristes et le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires - Côte d'Ivoire, (REFAMPCI). Les projets de révision du Code de la Famille et des Personnes et du Code Pénal qui intègrent la modification et l'élimination des textes discriminatoires ont été élaborés et validés mais n'ont pas encore été adoptés par le Gouvernement.

#### **Réponse au paragraphe 4 de la liste de points à traiter**

19. En attendant que le nouveau Parlement ne soit voté avant la fin de l'année 2011, le Président de la République manifeste sa volonté politique de lutter contre les discriminations faites aux femmes en prenant des ordonnances pour ratifier les conventions en souffrance.

20. Il faut aussi noter que sur un total de 11 membres nommés par décret présidentiel, la Commission Nationale Dialogue, Vérité et Réconciliation, structure nationale chargée de conduire le processus de réconciliation nationale, comprend 4 femmes.

21. Par ailleurs, les organisations internationales, régionales et nationales œuvrent au renforcement des capacités des femmes en vue de leur participation.

- Ainsi, du 23 au 29 janvier 2011, à Addis-Abeba, 10 femmes représentant des réseaux d'organisations de la société civile ont bénéficié d'une importante formation en matière de négociation, de médiation et de résolution des conflits qu'elles ont démultipliée auprès des autres organisations nationales.
- Le 21 Juin 2011, l'ONUCI a formé les acteurs gouvernementaux et les leaders d'opinion sur le renforcement de la cohésion sociale et la réconciliation nationale.

- Les 27, 28 et 29 juillet 2011, l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) a associé les acteurs gouvernementaux à un Symposium international sur le thème: «Dialogue National sur la paix, la Réconciliation et le Renforcement de la Démocratie: saisir l'Unique Opportunité dans l'Histoire Politique de la Côte d'Ivoire».

### **Réponse au paragraphe 3 de la liste de points à traiter**

#### *5.1 Du fonctionnement du mécanisme de surveillance de la ratification et de la publication des engagements internationaux*

22. Conformément au décret n° 61-157 du 18 Mai 1961, relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux, le Ministère des Affaires Etrangères, à l'instar de la Présidence et de la Primature, est habilité à signer les textes sur les engagements internationaux de la Côte d'Ivoire.

- Après sa signature, il engage le processus de ratification.
- L'instrument de ratification est ensuite retourné à l'ONU.
- Le Ministère des Affaires Etrangères informe le Ministère technique pour l'application.
- Il n'émet cependant pas de conclusion et de recommandation en vue de son application.

23. En ce qui concerne spécifiquement la Convention et les instruments relatifs à l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de la femme, le suivi, l'application et la vulgarisation reviennent au Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

#### *5.2 Des progrès réalisés dans le suivi de la mise en œuvre des instruments internationaux*

24. En rapport avec la Convention, la Plate-forme d'action de Beijing, la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (Caire 1994) et les OMD, la Côte d'Ivoire:

- A institutionnalisé le genre;
- S'est engagée dans une Déclaration Solennelle du Chef de l'Etat, à œuvrer pour l'Egalité des Chances, l'Equité et le Genre;
- A élaboré un document de politique nationale en matière de genre.

25. En rapport avec la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, la Côte d'Ivoire a élaboré un Plan National d'Action pour la mise en œuvre de ladite résolution.

26. Tous ces documents ont donné naissance à deux projets d'ordonnance: l'un portant sur le relèvement de la participation des femmes ivoiriennes à la gestion des affaires publiques et politiques et l'autre portant modification de certaines dispositions du code électoral ayant trait aux élections.

27. L'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action de la Résolution 1325 est inscrite dans la matrice gouvernementale d'actions prioritaires du MFFE dans l'axe de la bonne gouvernance. Cette évaluation identifiera les points de blocage et permettra au Gouvernement de renforcer les capacités des acteurs chargés de la mise en œuvre de cet instrument dans le contexte de reconstruction post crise.

28. En attendant, tous les programmes, plans et projets, comme le programme d'aide au retour volontaire, la prise en charge psychosociale, la réinsertion sociale etc., prennent en

compte la dimension genre avec des appuis spécifiques aux femmes dans les activités agricoles et génératrices de revenus.

### **Diffusion de la Convention et du Protocole facultatif**

#### **Réponse au paragraphe 6 de la liste de points à traiter**

##### *6.1 Des mesures prises pour la diffusion de la Convention*

29. Les actions menées par le Gouvernement en collaboration avec les ONG en vue de la vulgarisation de la Convention sont:

- La restitution des conférences, ateliers, rencontres internationales sur les droits de la femme;
- Les émissions consacrées aux droits de la femme à la télévision ivoirienne, à la radio nationale ainsi que dans les radios de proximité (Radio femmes santé...);
- L'édition de journaux et de magazines consacrés à la promotion des droits de la femme;
- La commémoration des journées dédiées à la femme permettant de développer des activités de sensibilisation sur les droits des femmes sur le territoire national;
- La formation des leaders religieux et communautaires sur les droits de la femme;
- L'élaboration de guides sur la protection des jeunes filles domestiques, sur les mutilations génitales féminines, sur les droits humains, en particulier ceux de la femme;
- Les formations sur la Convention au bénéfice des femmes et des hommes;
- La formation des journalistes sur la Convention;
- La formation des magistrats et des agents de défense et de sécurité sur la Convention.

##### *6.2 Des mesures envisagées par la Côte d'Ivoire pour une politique appropriée de communication sur la Convention*

30. Ces mesures viseront les axes stratégiques suivants:

- L'information et la sensibilisation du grand public sur les questions relatives aux droits des femmes;
- La ratification de toutes les conventions internationales relatives aux droits des femmes;
- Les réformes politiques et législatives en vue d'une meilleure prise en compte de la femme;
- L'amélioration des politiques existantes en matière de santé maternelle, d'éducation des filles, de participation et de protection des femmes;
- L'interpellation sur les propos et images sexistes dans les médias et des images sexistes sur les affiches publicitaires;
- L'association de l'image des personnalités de renom (surtout féminines) du monde politique, artistique et sportif à la vulgarisation de la Convention.

**Accès à la justice****Réponse au paragraphe 7 de la liste de points à traiter****7.1** *Des actions en vue d'améliorer l'accès effectif des femmes à la justice, y compris les victimes de violences sexistes et autres formes de discrimination à l'égard des femmes*

31. Une réforme du système judiciaire est en cours. Cette réforme à la fois structurelle et législative prévoit:

- Le rapprochement de la Justice des justiciables par la construction de nouveaux tribunaux, le renforcement de l'effectif du personnel de justice et la mise en place de services d'assistance judiciaire dans toutes les juridictions du pays;
- Un ajustement des coûts des prestations judiciaires aux capacités financières des populations, notamment les femmes;
- Une vulgarisation des lois et procédures judiciaires et le démarrage de la phase de répression des auteurs de mutilations génitales féminines;
- L'ouverture par le Gouvernement de bureaux ad hoc près le Tribunal Central d'Abidjan en vue de recevoir les plaintes des victimes de la crise post électorale;
- Le renforcement des capacités d'intervention du Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes.

32. En plus de ces mesures, il est à souligner l'existence d'une modique ligne budgétaire au Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant pour assister les victimes devant les tribunaux.

33. De plus, l'Etat, avec l'appui financier du PNUD et de la mairie d'Attécoubé a créé en 2008 le centre de référence pour la Prévention et l'Assistance des Victimes de Violences Sexuelles (PAVVIOS) en vue de leur prise en charge holistique (psychosociale, médicale, sécuritaire et juridique) dans la commune d'Attécoubé (Abidjan). Cette première expérience en Côte d'Ivoire a permis de prendre en charge des victimes de viol dont l'âge varie de 2 à 35 ans. Trois auteurs de viol ont été poursuivis et condamnés.

**Instances nationales de promotion de la femme****Réponse au paragraphe 8 de la liste de points à traiter****8.** *De l'augmentation du budget du Ministère en charge de la femme*

34. La problématique de la femme est une question transversale prise en compte par différents Ministères techniques, notamment ceux ayant en charge la Santé et VIH/sida, l'Education Nationale, les Affaires Sociales et l'Emploi, la Jeunesse, etc., ce qui explique le faible montant du budget alloué à ce ministère. Mais le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, qui joue un rôle central dans la coordination des actions en faveur des femmes, devrait voir un relèvement substantiel de son budget.

35. Il faut aussi préciser que les activités du Ministère en charge de la femme, comme tous les autres ministères, peuvent être financées par l'Etat sur le Projet d'Investissements Publics (PIP) à condition de savoir les présenter et les défendre.

36. Les partenaires du Système des Nations Unis apportent un appui financier et technique important à ce département ministériel: UNDP, UNFPA, ONUFEMMES, UNICEF, UNESCO ainsi que certains partenaires bilatéraux et certaines ONG internationales.

## Mesures temporaires spéciales

### Réponse au paragraphe 9 de la liste de points à traiter

- 9.1 *Du délai pour la mise en œuvre des mesures mises en place par la Côte d'Ivoire relative au quota de 30%*
37. C'étaient pour la plupart des mesures à exécuter à brève échéance en prévision des élections de 2008. Malheureusement, la Côte d'Ivoire s'est trouvée dans des situations de crise qui ont créé d'autres priorités, si bien que ce n'est que maintenant que le projet d'ordonnance portant application d'un quota relatif à la participation des femmes ivoiriennes dans la gestion des affaires publiques et politiques va être signé par le nouveau Président de la République.
38. Il est à préciser que ce dernier a marqué sa volonté politique en s'engageant personnellement dans son programme de gouvernement lors de la campagne électorale «à proposer un projet de loi tendant vers la parité systématique homme/femme dans la vie politique et aux postes à responsabilité dans les administrations (1ère étape: au moins 30% des postes).»
- 9.2 *Du mécanisme de suivi de l'application des stratégies et coordination des activités avec les ONG et du mécanisme de coordination entre les activités nationales et internationales visant à combattre la discrimination à l'égard des femmes*
39. C'est la Direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre du Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant qui dirige le Groupe thématique Genre en collaboration avec les ONG et les agences du Système des Nations Unies fait la coordination et le suivi des activités. Cf missions de la DEPG au paragraphe 142 du rapport initial.
40. Le Groupe Thématique Genre et Développement que la DEPG dirige a été créé dans le but d'impulser une compréhension commune et des actions concertées avec les structures gouvernementales, les agences du Système des Nations Unies et les Organisations de la société civile en matière de genre en Côte d'Ivoire;
41. La DEPG bénéficie d'un appui institutionnel du PNUD qui encadre ses agents, renforce leurs capacités et les assiste dans la réalisation de leurs projets qu'il finance. La collaboration se fait à travers un plan annuel de travail. Il en est pratiquement de même avec l'UNFPA dans le programme d'Appui à la promotion du Genre, des Droits Humains et de la Culture ainsi que du Renforcement de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre. L'appui financier et technique d'ONUFEMMES est garanti au MFFE dans la réalisation de ses missions concernant le Genre.
42. Dans le domaine de l'Education Nationale, il existe le réseau de partenariat pour la promotion de l'éducation des filles en Côte d'Ivoire dénommé UNGEI-CI. Il est composé des Ministères techniques, des agences du système des Nations Unies, des organisations de la société civile.
43. L'Etat de Côte d'Ivoire, à travers le MFFE, est engagé dans le processus d'élaboration de Procédures Opérationnelles Standard (POS) en vue de rendre plus performants les mécanismes de prévention et de réponses des acteurs dans le cadre de la lutte contre les VBG.
44. Le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, a mis en place «la Coordination des Femmes Ivoiriennes pour les Elections et pour la Reconstruction Post crise (COFEM CI – REPC» pour que les femmes parlent d'une seule voix et constituent un groupe de pression pour l'amélioration de leur participation.

### Réponse au paragraphe 10 de la liste de points à traiter

45. En plus de tous les programmes de lutte contre la pauvreté évoqués dans le rapport initial, l'Etat de Côte d'Ivoire dispose d'un Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté couvrant la période 2009-2015 (DSRP), qui vient d'être révisé compte tenu des effets de la crise post électorale. Ce document inclut les objectifs 1 et 3 des OMD concernant la réduction de la pauvreté et l'égalité des sexes. Il vise entre autres résultats, "un bien-être social pour tous, par la mise en œuvre de l'axe stratégique n° 4: amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base, préservation de l'environnement, promotion de l'égalité de genre et protection sociale".

46. Les programmes et projets sur le terrain sont exécutés parallèlement à l'élaboration du DSRP tant au niveau central qu'au niveau décentralisé (ONG, Agences du système des Nations Unies, Société civile) en vue de lutter contre la pauvreté de façon globale et singulièrement en vue de réduire les écarts de la pauvreté entre les femmes et les hommes. Entre autres programmes et projets, il faut citer:

#### *Dans le domaine de l'agriculture et des ressources animales*

47. Le programme National de lutte contre la pauvreté au profit des femmes, des jeunes (hommes et femmes) a été piloté par le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) avec l'appui du PNUD depuis 2007. Les principales activités qu'il a réalisées au cours de l'année 2008 se sont déroulées dans 24 départements répartis sur le territoire national qui ont touché 120 groupements d'environ 5000 membres dont plus de 85% sont des femmes.

48. Ce programme a été reconduit sous la dénomination de «Programme d'appui à la Réduction de la Pauvreté et à la réalisation des OMD pour la période 2009-2013. La composante 2 de ce projet est intitulée «Appui à la relance et à la diversification des activités au profit des communautés, des jeunes et des femmes, et appui au développement de la micro entreprise locale. La réalisation de ces projets dans les régions qui n'ont pas été affectées par la crise post électorale a donné des résultats encourageants.

49. Ce programme enregistre comme autre résultat les actions de réinsertion sociale qui ont contribué à la mise en œuvre de nombreux microprojets, en faveur de 11 216 personnes dont 6738 femmes (61%) et 4519 hommes (39%), dans la reconstitution du capital de production et du cheptel (de porcin et de volaille) en vue de développer des activités génératrices de revenus au profit des couches vulnérables.

50. Le Programme de Développement Economique en Milieu Rural (PRODEMIR) pour la production d'oignon, riz, maïs, piloté par le Ministère de l'Agriculture dans la région du Denguélé et des Savanes (2007-2010), a favorisé en 2007-2008, le financement de 60 projets dans la région des savanes au profit de 158 groupements féminins.

#### *Dans le cadre de l'octroi de prêts aux associations et organisations de femmes pour la création ou le renforcement des activités génératrices de revenus*

51. Le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant à travers la Direction de la Promotion de la Famille et des Activités Socio Economiques, a mis en place un fonds de soutien à l'installation et à l'insertion socio-économique des femmes. Les résultats de ces activités sont:

- L'appui à une coopérative de Sakassou pour la création d'une caisse de crédit et d'épargne en décembre 2006;
- L'appui à l'obtention de prêts et de dons aux coopératives de femmes légalement constituées;

- 15 Groupements de femmes de 1095 membres assistés;
- 11.194.440 FCFA de prêts aux femmes sur 67.255.410 FCFA octroyés dans la Région du Zanzan en décembre 2006 par la DPFASE/MFFE.

52. Le projet pilote dans le District d'Abidjan dénommé " projet de gestion novatrice du fonds national femme et développement " piloté par le MFFE, dans lequel la redistribution des ressources est confiée à des structures de microfinance; qui prêtent à un taux maximum de 12% sans épargne préalable, contrairement aux conditions usuelles d'accès au crédit. Ce projet avec un fonds de 80 millions a permis de financer 452 projets en 2007.

53. A l'actif de l'ONG nationale le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMPCI), le prêt de 30 000 000 F CFA aux femmes de la Fédération des Associations des Femmes de Daloa pour la Paix et la Réconciliation en vue d'activités génératrices de revenus.

#### *Appui aux femmes déplacées de guerre du fait de la crise militaro-politique*

54. Cet appui se manifeste par:

- La mise en place d'un projet d'appui institutionnel et multisectoriel à la sortie de crise intitulé: " assistance et réinsertion sociale des femmes victimes de violence en situation de conflit en Côte d'Ivoire " 2008-2010. Ce projet a permis (i) d'apporter une assistance économique à 1955 femmes déplacées et retournées à Bouaké, (ii) de faire bénéficier d'activités génératrices de revenus (AGR), 55 groupements composés de 1577 femmes à Séguéla et Mankono.

55. La diversification d'activités génératrices de revenus au profit de femmes et de jeunes déplacés et pauvres, de même que la réhabilitation d'infrastructures communautaires de base en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. Comme résultat, on note de 2004 à 2008, 327 159 personnes bénéficiaires avec plus de 70% de femmes aussi bien en zone gouvernementale que dans celle qui était encore occupée par l'ex rébellion.

### **Stéréotypes et pratiques néfastes**

#### **Réponse au paragraphe 11 de la liste de points à traiter**

##### *11.1 Ampleur, impact et financement des mesures d'élimination des stéréotypes*

56. L'Etat de Côte d'Ivoire, à travers le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant multiplie depuis 2004 les formations en genre en mettant un accent particulier sur les stéréotypes et les violences basées sur le genre.

57. Ainsi, 600 acteurs nationaux (des structures gouvernementales, des organisations de la société civile et des agences du système des Nations Unies) ont été formés par la Direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) du MFFE. Ces séances de Formation et sensibilisation ont été démultipliées sur toute l'étendue du territoire par les organisations de la Société civile et les acteurs gouvernementaux.

58. Dans l'Education, l'impact a été un relèvement du taux de scolarisation des filles. Désormais les jeunes mamans modernes éduquent leurs enfants de sexe différents de la même manière tandis que dans certaines localités, les femmes participent aux réunions et prennent des décisions. A la faveur des crises qui ont secoué la Côte d'Ivoire, on constate que la perception que les sociétés phallocratiques avaient de l'importance du rôle de la femme a évolué. Le roi de Bouna dans le Nord de la Côte d'Ivoire a reconnu que «C'est grâce aux femmes que son royaume a survécu à la crise et que désormais, elles seraient associées aux prises de décision».

59. Le financement des mesures d'élimination des stéréotypes par l'Etat est multisectoriel compte tenu du caractère transversal du genre. Ce financement concerne la réduction des charges domestiques à travers l'implantation des pompes à eau, les dons de broyeuses, la gratuité de l'école, les dons de kits scolaires, les cantines scolaires, la révision des manuels scolaires, les programmes d'alphabétisation, la santé, les activités génératrices de revenus, etc.

60. D'autre part, il existe une ligne budgétaire modique au Ministère de la Famille, de la Femme et de l'enfant au bénéfice des filles en situation de vulnérabilité. De 2009 à juillet 2011, 90 filles abandonnées par leurs parents, dont l'âge varie entre 7 et 10 ans ont été prises en charge au plan scolaire par le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'enfant à travers le Comité National de lutte contre les violences faites aux femmes.

61. L'intervention des partenaires au développement comme l'UNICEF à travers les dons de kits scolaires aux petites filles est très appréciable. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) participe au soutien à la scolarisation des filles en compensant l'aide aux travaux domestiques par un apport en vivres aux parents.

#### 11.2 *Des renseignements sur les intermédiaires, organisations féminines et autres ONG, appelés à mettre ces mesures en œuvre*

62. Il s'agit des ONG qui s'occupent des femmes et des enfants et qui se sont spécialisées dans la lutte contre les violences faites aux femmes, les mutilations génitales féminines (MGF), les droits des Femmes: le Réseau des femmes Parlementaires et Ministres, REFAMPCI le RIOF, l'Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire (OFACI), l'Association des Femmes Juristes (AFJCI), l'Organisation Nationale pour l'Enfant et la Femme (ONEF), la Fondation Djigui, etc . (Voir les listes de participants en annexe) Leurs actions ont porté sur:

- La sensibilisation des communautés et vulgarisation des textes et lois sur les violences faites aux femmes;
- La formation et la sensibilisation des religieux par la fondation Djigui;
- La mise en place des comités de lutte et de vigilance (454 comités);
- La Déclaration d'abandon des MGF par le dépôt des instruments qui servent à pratiquer l'excision, et reconversion des exciseuses: (300 ex-exciseuses en 2007 à Zouan-Hounien et 15 à Bondoukou en 2010);
- La formation des chefs coutumiers, garants de la tradition et des leaders charismatiques d'opinion.

#### 11.3 *Des perspectives de l'Etat pour le plan de grande envergure en vue de l'élimination des stéréotypes*

63. Le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant place son espoir dans:

- La signature des deux projets d'ordonnance portant, l'un sur le relèvement de la participation des femmes ivoiriennes dans la gestion des affaires publiques et politiques et l'autre sur la modification de certaines dispositions du code électoral ayant trait aux élections en vue du bon positionnement des candidatures féminines.

64. L'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action de la résolution 1325 inscrite dans la matrice gouvernementale d'actions prioritaires. Cette évaluation identifiera les points de blocage et permettra au gouvernement de renforcer les capacités en genre, en coordination nationale de mise en œuvre dans le contexte de reconstruction post crise et dans les stratégies d'élimination des stéréotypes.

65. Le démarrage de la stricte application de la loi n°98-757 du 23 décembre 1998 après des années de vulgarisation et de sensibilisation sur les pratiques néfastes à la santé de la mère et de l'enfant.

66. La prochaine adoption du Code des personnes et de la famille et l'adoption du projet de révision du code pénal.

### **Les violences sexistes**

#### **Réponse au paragraphe 12 de la liste de points à traiter**

##### *12.1 Des mesures d'assistance aux victimes de violences sexuelles au cours du conflit*

67. De la crise militaro politique de 2002 à la crise post électorale, l'Etat de Côte d'Ivoire a pris d'importantes mesures pour assister toutes les victimes et notamment celles qui ont subi des violences sexuelles: l'assistance va de l'écoute au soutien psychologique, à la prise en charge médicale, à la réinsertion socio économique et même à l'assistance juridique. En plus de toutes les structures prise en charge citées à partir du paragraphe 275 jusqu'au paragraphe 289 du rapport initial, il importe de mentionner:

68. La création d'un Ministère spécifique chargé des victimes de guerre qui a entrepris l'identification des victimes en vue de leur prise en charge globale;

69. La prise en charge psychologique par le Centre d'Assistance et de Prise en Charge Psychologique du dit ministère;

70. L'augmentation du nombre des centres d'écoute évoqués au paragraphe 276 du rapport initial dont le nombre est passé à 19: 11 à Abidjan et 8 disséminés sur le territoire national;

71. La création par le Ministère de la Famille de la Femme et de l'Enfant, en collaboration avec la mairie, grâce à un financement du PNUD, du centre PAVVIO dans la commune d'Attécoubé, à Abidjan, pour la prise en charge holistique des survivantes à l'image du centre d'excellence des femmes de Man;

72. La Ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a créé depuis juillet 2011, une Cellule spéciale et anonyme pour le suivi psychologique des victimes. Cette initiative du Ministre fait suite à la visite de Mme Fatu Ben Sudan, Procureur Adjoint de la CPI.

Dans les structures susmentionnées et notamment la dernière citée, l'accent est mis sur la discrétion et une haute sécurité des victimes qui, tout en étant prises en charge, sont encadrées pour porter plainte.

##### *12.2 Mesures prises pour lutter contre l'impunité*

73. Le Gouvernement Ivoirien est décidé à lutter contre l'impunité; aussi, a-t-il saisi la CPI pour mener des enquêtes sur les crimes perpétrés pendant la crise postélectorale. Il encourage également les juridictions nationales à poursuivre les personnes qui sont présumées coupables afin de les soumettre à un procès équitable. Depuis le 5 septembre, le Chef de l'Etat a pris un décret de création de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation. En plus de ces actes, il faut noter:

74. Les bureaux d'écoute et de soutien psychologique mis en place par la Ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant ont permis à 52 auditeurs et auditrices de retrouver confiance en eux-mêmes, de se sentir en sécurité. Ces personnes sont prêtes à porter plainte contre leurs oppresseurs et violeurs.

75. La cellule d'assistance et d'écoute des victimes de la crise postélectorale créée par le Ministère d'Etat, Ministère de la Justice et Garde des Sceaux.

76. La clinique juridique de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) partenaire incontournable du MFFE, assiste et apporte un soutien juridique aux victimes de violence de toutes natures.

77. L'existence d'une juridiction militaire avec un tribunal militaire à Abidjan a traité aussi des graves violations des droits humains dont plusieurs cas de viols, de coups et blessures volontaires ainsi que séquestration portant sur des femmes.

78. Ces mesures ont permis que des enquêtes et poursuites soient menées contre les forces armées des Nations Unies impliquées dans des faits qualifiés de violences contre des filles et des femmes. Les soldats coupables ont été rapatriés dans leurs pays respectifs pour y accomplir leur peine.

79. Il faut également signaler que le Ministère des Droits Humains et des Libertés Publiques, dans la matrice gouvernementale d'actions prioritaire se propose de:

- Créer un cadre de lutte contre l'impunité;
- Mettre en place un service de suivi de la lutte contre l'impunité;
- Mettre en place l'observatoire national des droits de l'homme et des libertés publiques à Abidjan, la capitale, avec une représentation de l'observatoire dans la région du moyen-Cavally (Région du centre ouest).

#### **Réponse au paragraphe 13 de la liste de points à traiter**

##### **13.1 *De la problématique de l'application de la loi n° 98-757 du 23 décembre 1998, qui réprime les mutilations génitales féminines (MGF)***

80. L'application de la loi contre les MGF en Côte d'Ivoire est entravée par des obstacles réels, notamment les pesanteurs socio culturelles. Face à cette difficulté, le Gouvernement a privilégié la sensibilisation et la vulgarisation de la loi. Plusieurs projets de sensibilisation réalisés ont permis de faire baisser relativement le taux de prévalence des MGF de 46% à 36% en CI. Il est permis d'avoir des doutes sur ce taux aujourd'hui, car en raison des crises multiples que le pays a subies, certaines populations abandonnées à elles-mêmes ont renoué avec ces pratiques traditionnelles nuisibles.

81. Il faut cependant relever quelques cas d'arrestation d'auteurs de MGF aux autorités administratives et policières. Ainsi, au Nord de la Côte d'Ivoire deux exciseuses, le chef du village et sa notabilité, ont été arrêtés pour avoir excisé quatre filles de dix ans. Dans la région du Centre Ouest, quatre exciseuses et 18 parents ont été incarcérés pour 35 filles excisées dont l'âge varie entre 6 mois et 9 ans.

82. Comme nous le constatons avec bonheur, l'Etat de Côte d'Ivoire a décidé de passer à la stricte application de la loi n° 98-757 du 23 décembre 1998 et à l'étape de la répression systématique dans la lutte contre les MGF. A cet effet, le Gouvernement ivoirien a participé en septembre 2011 à la campagne internationale visant l'adoption par l'Assemblée Générale des Nations Unies d'une résolution pour l'interdiction des mutilations génitales féminines (MGF) au niveau mondial.

##### **13.2 *Des actions systématiques pour modifier les pratiques traditionnelles nuisibles comme les MGF***

83. L'Etat de Côte d'Ivoire vient de ratifier le Protocole Facultatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme, qui dénonce et condamne ces pratiques cruelles et nuisibles. Cet instrument fait obligation aux états parties de les éliminer.

84. Afin de lutter contre les violences faites aux femmes, l'Etat ivoirien a adopté en 2000, selon le décret n°2000-133 du 23 février 2000, la création du Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes, qui gère les bureaux d'écoute, établit des partenariats avec les forces de l'ordre et les magistrats, installe des comités d'alerte dans les communes à risques, etc.

85. A ce jour, 454 comités de lutte et de vigilance contre les MGF ont été mis en place par les ONG partenaires du Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, qui profite de toutes les occasions pour faire de la sensibilisation sur ces pratiques nuisibles.

86. Il faut aussi noter l'implication très remarquée des organisations religieuses musulmanes comme la Fondation Djigui qui forme et sensibilise les membres de sa communauté en particulier et les populations en général.

87. Ces actions aboutissent à des abandons par les dépositaires de ces pratiques.

#### **Réponse au paragraphe 14 de la liste de points à traiter**

##### **14. *Des réponses de la Côte d'Ivoire aux recommandations du groupe de travail sur l'examen périodique universel relatives à la lutte contre les violences sexuelles***

88. Avant la crise postélectorale le MFFE a supervisé l'élaboration de la Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre qui attend d'être validée avec l'intégration des effets de la crise postélectorale. En attendant, le Comité National de lutte mène des actions contre les violences, utilise les partenariats et les réseaux avec les OSC et les organisations internationales pour prévenir, arrêter ou faire réprimer les actes de violence sexuelle.

##### **14.2 *Du délai pour la création d'un système complet de prestation aux victimes de violences sexistes***

89. Ce système existe avec le Centre Pavvios d'Attécoubé, une commune d'Abidjan: il s'agit d'un projet pilote qui ne demande qu'à être démultiplié dans toutes les communes de la Côte d'Ivoire. Le MFFE compte bien le faire avec l'appui financier des partenaires au développement. Il en existe un autre dans l'ouest du pays dénommé Centre d'Excellence des Femmes de Man. L'aspect assistance juridique devra être développé pour que les victimes aient le courage d'ester en justice.

#### **Réponse au paragraphe 15 de la liste de points à traiter**

90. L'Etat entend baisser les coûts pour la saisine de la Justice, lutter énergiquement contre la corruption et veiller à la mise en œuvre de la bonne gouvernance dans les actes de la Justice. Pour ce faire, il a engagé un vaste programme de réformes législatives prenant en compte les violences basées sur le genre (VBG). Un Avant-projet de loi portant modification du Code Pénal en ses articles 138, 334, 336, 343, 344, 345, 346, 347, 350, 352, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 366, 367, 370, 387, 391 et 395 a été élaboré. Il réprime la violence familiale et le viol conjugal en ses articles 344 nouveau, 346 nouveau, 347 nouveau et 354 nouveau.

#### **Réponse au paragraphe 16 de la liste de points à traiter**

##### **16. *Mesures visant à combattre la stigmatisation des victimes de violences sexuelles et de violences familiale***

91. Des actions de sensibilisation et d'information pour le changement du comportement sont menées en accord avec les responsables religieux, les mairies et les chefs traditionnels:

production de différents supports de communication: 5000 affiches, 3000 bandes dessinées, messages en langues locales sur les VBG dans les radios nationales et de proximités.

92. Les actions de sensibilisation réalisées par le MFFE à travers le Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes de 2009 à 2010, ont ciblé 68 écoles du District d'Abidjan, 58 associations de jeunes dans les localités où se trouvent les bureaux d'écoute, 48 associations d'étudiants, les Universités et les grandes écoles, 2849 communautés de base sur l'ensemble du territoire. En plus 229 femmes, 3 centrales syndicales ont vu leurs capacités renforcées. Il faut aussi y ajouter les visites à domicile.

*16.2 Des mesures prises pour assister psychologiquement les victimes et leur donner des soins médicaux*

93. Elles concernent les activités d'écoute, de prise en charge psychologique dans les centres d'écoute, d'accueil et d'abris déjà mentionnés ainsi que les programmes de réinsertion sociale par des activités génératrices de revenus. Dans le même but, il faut signaler l'ouverture prochaine (2012) d'un centre d'accueil et de transit à Bassam pour la prise en charge globale des victimes.

**Traite des femmes et exploitation de la prostitution**

**Réponse au paragraphe 17 de la liste de points à traiter**

94. Bien qu'il n'existe pas dans la législation ivoirienne des dispositions particulières qui sanctionnent la traite des femmes et des jeunes filles, les articles 334 à 341, et 362 du Code pénal répriment les actes comme le proxénétisme et les atteintes à la moralité publique (334 à 341), la maltraitance des enfants (362) et l'enlèvement de mineur; la réforme susvisée au point 15 du présent rapport intègre des dispositions qui répriment la traite et l'exploitation de la prostitution.

**Participation à la vie politique et à la prise de décision**

**Réponse au paragraphe 18 de la liste de points à traiter**

*18.1 Des mesures prises par l'Etat pour encourager les partis politiques à susciter davantage de candidatures féminines*

95. Aucune mesure spéciale n'a été encore prise par l'Etat à cet effet. Seules les associations de la société civile ont fait le tour des partis politiques avec un plaidoyer dans ce sens.

96. Les ONG féminines s'activent pour les prochaines élections avec des projets de mobilisation de fonds pour soutenir les candidatures féminines. Il s'agit notamment de la Coalition des Femmes Leaders de Côte d'Ivoire (CFelCI) et du WILDAF-CI.

*18.2 Des mesures additionnelles pour accroître la participation féminine à la vie politique*

97. Ces mesures concernent le projet d'ordonnance portant application d'un quota relatif à la participation des femmes ivoiriennes dans la gestion des affaires publiques et politiques; le projet d'ordonnance modifiant et complétant le Code électoral; le projet d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action de la résolution 1325; la ratification du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes adopté à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003; le projet d'ordonnance portant ratification du Protocole facultatif de la Convention.

## Education

### Réponse au paragraphe 19 de la liste de points à traiter

98. Les mesures sont les suivantes:

- Une étude diagnostique sur la politique d’alphabétisation (réalisée en 2010 par le MEN) en vue d’améliorer le système d’alphabétisation a été réalisée par le Ministère de l’Education Nationale et ses partenaires;
- Une journée de sensibilisation des populations, des autorités et des partenaires en vue d’un soutien accru à l’alphabétisation a été organisée le jeudi 8 septembre 2011 avec comme thème «Alphabétisation et paix»;
- La 46ème journée internationale de l’alphabétisation a été commémorée le 8 septembre 2011 et a été une occasion de sensibilisation sur les mérites de l’alphabétisation des femmes et des hommes;
- Démarrage en décembre 2011 d’un projet d’alphabétisation des groupements villageois mobilisés autour des cantines scolaires et des coopératives de vivriers dont les principales actrices sont des femmes.

### Réponse au paragraphe 20 de la liste de points à traiter

99. En 2002, les manuels scolaires du cycle primaire ont été révisés et débarrassés des images stéréotypées qui ne montrent les femmes que dans l’exécution des travaux ménagers. Les images désormais montrent les femmes aussi bien que des hommes exerçant les mêmes métiers: ingénieurs, médecins, vendeurs, cuisiniers etc.

100. La Note Circulaire par arrêté Ministériel (1373/MEN/DESAC/SD-EPT) relative à l’inscription des filles au CP1 du 28 août 2000, toujours en vigueur, est l’une des mesures judicieuses et incitatives prises par le Gouvernement en vue de l’élimination des obstacles qui entravent l’accès des garçons et des filles à l’éducation. L’effet a été que l’on observe des effectifs paritaires dans certaines classes.

- Les enseignants formés en genre acquièrent un nouveau comportement vis-à-vis des filles, ce qui permet d’améliorer la participation des filles aux cours.
- Un Programme de révision des curricula, et des supports didactiques/pédagogiques est prévu et consigné dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

### Réponse au paragraphe 21 de la liste de points à traiter

101. La sensibilisation et la formation en genre des enseignants et des communautés ont permis aux cibles de comprendre l’importance de la scolarisation des filles, d’accepter de les inscrire et de les maintenir à l’école.

- Le nombre d’ONG engagées dans l’éducation des filles a augmenté.
- Des clubs des mères d’élèves filles (CMEF) ont été créés avant la crise postélectorale pour la scolarisation des enfants notamment des filles; et ils connaissent un grand succès.
- La mise en place du réseau UNGEI est aussi un atout important pour la scolarisation des filles. Le nombre des ONG, membres du réseau UNGEI-CI ne cesse d’accroître: d’un noyau de 30 ONG, il est à ce jour de 110 membres.

102. L’on constate à la suite de toutes ces mesures l’amélioration des taux de scolarisation des filles dans les zones à faible taux de scolarisation.

103. A titre d'exemple

Tableau 1

**Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN) de Touba**

<i>Sexe</i>	<i>2009-2010</i>	<i>2010-2011</i>
Filles	3 666	6 077
Garçons	8 693	9 658

Au niveau des écoles

Tableau 2

**Ecole Primaire Publique de Boningoué**

<i>Sexe</i>	<i>2009-2010</i>	<i>2010-2011</i>
Filles	57	66
Garçon	55	35

Tableau 3

**Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN) Bondoukou**

<i>Sexe</i>	<i>2009-2010</i>	<i>2010-2011</i>
Filles	55 941	57 423
Garçons	66 430	70 340

Du fait de la crise postélectorale on note une régression dans certaines écoles surtout en milieu rural:

Tableau 4

**Ecole Primaire Publique de Yaokro**

<i>Sexe</i>	<i>2009-2010</i>	<i>2010-2011</i>
Filles	155	120
Garçons	193	125

Tableau 5

**Ecole Primaire Publique de Ouatté**

<i>Sexe</i>	<i>2009-2010</i>	<i>2010-2011</i>
Filles	205	160
Garçons	245	176

*Sources:* Statistiques des DREN de Touba et Bondoukou.

**Réponse au paragraphe 22 de la liste de points à traiter**

104. Le Ministère de l'Education Nationale a procédé à l'évaluation de 43 écoles confessionnelles islamiques en juillet 2011. Cette évaluation a consisté à vérifier la conformité de leur enseignement aux normes officielles, en vue de donner une éducation de base de qualité aux milliers d'enfants qui les fréquentent. Suite à cette évaluation une série de mesures ont été prises et des actions concrètes ont été mises en œuvre, notamment:

- L'élaboration d'un plan d'accompagnement technique des écoles coraniques;
- La motivation et l'adhésion des fondateurs d'écoles coraniques au projet;

- La réduction des coûts d'agrément en faveur de ces écoles.

106. En Côte d'Ivoire toutes les écoles qui relèvent de l'Education Nationale, qu'elles soient mixtes ou non, dispensent des mêmes programmes d'enseignement.

## Emploi

### Réponse au paragraphe 23 de la liste de points à traiter

107. Dans le cadre de la reconstruction post crise, le Gouvernement s'est doté d'une matrice d'action gouvernementale par laquelle il se donne tous les moyens pour notamment promouvoir à court terme l'adéquation formation-emploi par le renforcement du partenariat public-privé.

108. Cet engagement s'est traduit au niveau de l'enseignement technique par la mise en place, en collaboration avec la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, d'un comité paritaire à l'effet de doter le pays d'un cadre réglementaire qui permette d'offrir des emplois aux jeunes filles et garçons issues de la formation professionnelle.

109. La réforme de l'Enseignement technique est en cours. Elle vise entre autres un partenariat entre les entreprises et les écoles de formation dans leurs domaines de compétence afin de pourvoir durablement à l'insertion professionnelle des diplômés, de renforcer les capacités d'accueil pour offrir plus d'opportunité aux filles et aux garçons.

110. Il existe aussi au niveau de ce département ministériel, une agence de gestion pour la formation professionnelle (AGEFOP) qui forme des jeunes filles et garçons déscolarisés. Dans le cadre de la réinsertion post crise, cette agence s'évertue à réinsérer les jeunes déscolarisés et en difficultés scolaires des niveaux du primaire et du secondaire ayant 16 ans révolus.

## Santé

### Réponse au paragraphe 20 de la liste de points à traiter

#### 24.1 *Des actions du Gouvernement en vue d'améliorer l'accessibilité aux services médicaux de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant*

111. Les actions du Gouvernement à cet effet sont:

- L'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des services de conseil et dépistage;
- La création de 238 sites fonctionnels en 2009, ce qui a fait passer le nombre de sites fonctionnels de 316 (en 2008) à 554 (en 2009) sur les 720 Centres de santé qui offrent la CPN;
- La création des services de Conseil/Dépistage et Prise en Charge sur l'ensemble du territoire national;
- L'intégration du CD dans les services de Planification Familiale;
- Le rapprochement des offres de services de la demande de la population.

112. Ces différentes actions ont contribué au dépistage de 342 698 de femmes enceintes (soit un taux de 64,91%) vues en Consultation Pré-Natale, dans le cadre de la Prévention de la transmission Mère-Enfant.

#### 24.2 *Des programmes de prévention du VIH/sida, en faveur des femmes enceintes*

113. L'amélioration de la qualité et de l'efficacité des Services Prévention de la

Transmission Mère-Enfant par:

- L'option du dépistage de routine. Cette option est actuellement en application dans un certain nombre de sites;
- L'offre du traitement ARV pour les femmes qui en ont besoin;
- Le dépistage précoce des enfants nés de mères infectées;
- L'intégration de la PTME dans la formation des médecins et en cours d'intégration dans la formation des infirmiers et sage femmes.

114. L'amélioration de la disponibilité et de la gestion des intrants par:

- La distribution des ARV et autres intrants stratégiques confiée à la Pharmacie de Santé Publique;
- L'organisation du circuit d'approvisionnement des intrants de la PTME.

115. Le rapprochement des offres de services de la demande de la population par:

- Le renforcement des capacités et la mise à niveau des prestataires par la formation, les missions de supervision et de coaching;
- La simplification de l'algorithme de dépistage et de la technique de prélèvement de sang par piqûre au bout du doigt.

116. Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des services de conseil et dépistage par:

- L'ouverture de 171 nouveaux sites;
- Le dépistage de masse, le dépistage mobile et la gratuité du test de dépistage.

### **Réponse au paragraphe 25 de la liste de points à traiter**

#### *25.1 L'impact du programme national de réduction du taux de mortalité maternelle*

117. En matière de sexualité et de reproduction, le Programme National de la Santé de la Reproduction et de la Planification Familiale a entrepris de nombreuses activités en vue de la réduction de la morbidité, de la mortalité maternelle, de l'accès permanent des filles aux services et informations en matière de santé et de nutrition dont l'impact se mesure en une amélioration des mesures prises pour favoriser la baisse de ce taux:

118. Au plan des politiques et programmes:

- L'élaboration de la feuille de route pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale dont le lancement officiel a eu lieu le 29 septembre 2008;
- La révision du Plan national du Développement Sanitaire (PNDS) 2009-2013;
- L'élaboration de la Politique nationale de Santé de la Reproduction et du document de politique de services de Santé de la Reproduction.

119. Au plan opérationnel, l'on retient de 2003 à 2007:

- La réhabilitation des maternités et/ou blocs opératoires de 51 structures sanitaires offrant des services de soins obstétricaux d'urgence;
- La prise en charge médicale de 306 femmes porteuses de fistules;
- L'équipement de 202 structures sanitaires en matériels médicaux et produits de santé de la reproduction;
- La mise en place de comités régionaux de lutte contre le cancer;

- L'approvisionnement de toutes les structures sanitaires du pays en contraceptifs.

120. On ajoute à ces résultats, d'autres actions qui devraient concourir à la réduction du taux de mortalité maternelle:

- Les consultations prénatales gratuites dans la zone d'intervention du projet de 2006 à 2008;
- L'intégration de 400 services de Planification Familiale sur 1529 structures sanitaires;
- La réalisation de trois (03) phases de campagne de vaccination contre le tétanos pour les femmes enceintes en 2009;
- La distribution gratuite de moustiquaires imprégnées pour se prémunir contre le paludisme;
- La disponibilité des services de Santé de la Reproduction 24h/24;
- La subvention du coût des actes liés à la maternité;
- Les soins liés à la grossesse et à l'accouchement sont subventionnés et le kit d'accouchement est gratuit en milieu rural;
- La notion de l'urgence, en cas de nécessité, est respectée dans ces accès aux soins pour promouvoir et protéger la santé de la femme.

#### 25.2 *De la problématique de la légalisation de l'avortement*

121. La Côte d'Ivoire se déclare préoccupée par la question de l'avortement. Toutefois, elle n'a pas encore envisagé sa légalisation.

#### **Réponse au paragraphe 26 de la liste de points à traiter**

#### 26.1 *De l'établissement de programmes de santé sexuel et procréative pour les femmes et les jeunes filles conformément aux recommandations du groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel (EPU)*

122. Cette préoccupation du groupe de travail sur l'EPU a été déjà prise en compte par l'Etat ivoirien. Il dispose en effet d'un programme de santé sexuelle et procréative pour les femmes et les jeunes filles. Il est intitulé Programme Nationale de Santé de la Reproduction et de Planification Familiale.

123. Mis en place depuis 1996, il est revu tous les 5 ans. Depuis 2005, il a été révisé en vue d'une meilleure prise en compte des nouveaux défis tels que les violences basées sur le Genre, les violences sexuelles, la lutte contre les causes structurelles de la mortalité maternelle, les difficultés et résistances à la planification familiale, etc.

#### 26.2 *De la consolidation des infrastructures sanitaires*

124. Dans sa matrice d'actions prioritaires couvrant la période allant de juillet à décembre 2011, le Gouvernement ivoirien a décidé de:

- Réhabiliter et équiper les établissements sanitaires sinistrés;
- Renforcer la qualité des prestations délivrées;
- Promouvoir l'hygiène hospitalière et communautaire.

125. Quant au nouveau Président de la République, il s'engage à construire des services de santé de base accessibles à chaque 5km.

**Femmes rurales****Réponse au paragraphe 27 de la liste de points à traiter**

Plusieurs programmes ont été mis en place, notamment:

120. Le Programme Eau et Genre est une composante du Programme de Formation qualifiante sur les techniques de gestion et la maintenance des ouvrages des systèmes d'hydraulique villageoise améliorés mis en œuvre par la cellule " Eau, Développement durable et Paix " du MFFE afin d'assurer le suivi de ces ouvrages dans les villages. Des résultats probants ont été enregistrés dans 3 villages pilotes. Il s'agit du village pilote de Diatokro (Aboisso), des villages d'Amébée et de Tiaha (Dabou) de 2006 à 2008 où l'on a noté au plan technique, un meilleur fonctionnement des ouvrages hydrauliques. Par ailleurs, les différents projets ont favorisé au niveau de la prise de décision une meilleure implication des femmes aux réunions et à la gestion des points d'eau par leur participation aux comités de développement qui comprennent désormais aussi bien des femmes que des hommes. A Diatokro, le comité compte 22 membres dont 11 femmes soit 50%, la parité totale.

121. Le Programme d'autonomisation de la femme à travers la distribution de broyeuses en milieu rural.

122. Le Programme de création de Clubs de Mères d'Elèves Filles qui cible les femmes du milieu rural. Il s'agit d'un programme du Ministère de l'Education Nationale où la parole est donnée aux femmes. Ce sont elles désormais qui prennent la décision de scolariser les filles.

123. Le Projet d'alphabétisation des groupements villageois mobilisés autour des cantines scolaires et des coopératives de vivriers dont les principales actrices sont des femmes.

124. La création de Centres d'Animation et d'Eveil du Jeune Enfant: ce sont des centres où des animateurs formés s'occupent de l'encadrement des enfants de 0 à 6 ans à travers des activités d'éveil dans un cadre sécurisé, ce qui permet aux mères de vaquer à leurs multiples tâches quotidiennes. Une évaluation a montré que les 8 meilleurs premiers des classes du niveau primaire sont issus de ces centres. (Source: DREN Bondoukou 2010).

125. Mais il est à préciser que ces différents programmes ne prennent pas en compte tous les besoins de la femme rurale. Toutefois, l'Etat ivoirien s'attèlera à mettre en place d'autres programmes pour la satisfaction de tous leurs besoins pratiques et stratégiques.

**Femmes déplacées dans leur pays et femmes réfugiées****Réponse au paragraphe 28 de la liste de points à traiter**

126. Plusieurs ministères ont inscrit dans leur matrice d'actions prioritaires des actions pour favoriser le retour des personnes déplacées internes et celles qui se sont réfugiées à l'étranger, dans leurs lieux de résidence habituelle.

127. Le Ministre de l'Intégration Africaine a déjà fait plusieurs voyages au Ghana pour les rassurer.

128. Madame la Ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a conduit une mission dans les familles sinistrées et sur les sites d'accueil de Duekoué, Man et Danané pour se rendre compte par elle-même, des besoins réels des populations de l'Ouest qui ont subi les affres de la crise postélectorale. Cette mission entre dans le cadre du programme de restauration de la cohésion sociale initiée par le Gouvernement.

129. De leur côté, les partenaires de la Société Civile et des organisations internationales (HCR, OIM, ONUCI, PAM, etc.) œuvrent également au retour des déplacés, femmes et hommes.

130. Une assistance en vivre et non vivre leur est garantie ainsi que la reconstruction de leurs habitations et unités de productions détruites.

131. En outre, d'autres activités ont été entreprises auparavant qui auraient dû permettre à tous les acteurs de mieux protéger les femmes déplacées internes et réfugiées. Il s'agit de:

- La vulgarisation de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU;
- L'adoption par le Gouvernement du Plan national d'action (2008-2012) pour la mise en œuvre de la Résolution 1325;
- Les programmes de formation dans le domaine des droits fondamentaux des femmes et en lutte contre les violences basées sur le genre en période de conflits au bénéfice des officiers de l'armée et des agents de l'administration centrale et décentralisée, des Organisations de la Société Civile (OSC), des médias, des forces de l'ordre (tous corps confondus).

## **Mariage et famille**

### **Réponse au paragraphe 29 de la liste de points à traiter**

#### *29.1 De l'âge minimum du mariage*

132. L'âge minimum légal pour le mariage est de 18 ans pour la femme et de 20 ans pour l'homme. En dessous de ces âges, il faut une dispense du Procureur de la République pour se marier.

#### *29.2 Quelques actions contre le mariage forcé et précoce*

133. Le MFFE, à travers le Comité National de lutte contre les violences faites aux femmes, organise régulièrement des campagnes de sensibilisation ciblant les leaders religieux et communautaires; élabore des messages de sensibilisation du public (affiches, dépliants, bandes dessinées, message en langues locales) sur la thématique du mariage précoce et forcé; participe également à des émissions radiophoniques et télévisées pour fustiger toutes les formes de violences à l'égard de la femme et les pratiques néfastes.

134. D'autres actions ont été également menées par des ONG pour combattre les mariages forcés et précoces. Par exemple en 2000, l'Association Ivoirienne des droits de la Femme (AIDF) a organisé la libération de Fanta Kéita, une jeune fille âgée seulement de 16 ans, condamnée par la justice pour avoir assassiné l'homme que sa famille l'avait obligé à épouser et qui la battait pour assouvir ses désirs sexuels.

### **Réponse au paragraphe 30 de la liste de points à traiter**

135. Dans le rapport initial, il a été mentionné au paragraphe 235 que: «35% de femmes mariées vivent dans la polygamie».

Les précisions suivantes méritent d'être relevées pour éviter la confusion car la polygamie est interdite en droit ivoirien. Cette disposition au paragraphe 235 du rapport fait allusion:

- Aux cas de mariages légaux dans lesquels le mari entretient des relations hors mariage généralement connues et acceptées par la communauté;
- Aux mariages coutumiers et/ou religieux largement pratiqués qui tolèrent la polygamie.

### Réponse au paragraphe 31 de la liste de points à traiter

#### 31.1 *De l'interdiction des pratiques discriminatoires liées au veuvage par la réforme du code pénal*

136. L'objectif poursuivi par l'Etat à travers le projet de révision des lois pénales, est d'assurer une meilleure prise en charge juridique et judiciaire de toutes les violences basées sur le genre. C'est pourquoi toutes les formes de violence ou de discrimination à l'encontre des femmes encore pratiquées sur le territoire nationale y sont prises en compte. Ainsi, en son article 347 nouveau, le projet de code pénal réprime les pratiques discriminatoires liées au veuvage.

#### 31.2 *De l'application effective de l'interdiction de la dot*

137. L'application effective de certaines dispositions légales sur le mariage est mise à mal par de nombreuses résistances dont la persistance des pesanteurs socioculturelles. La pratique de la dot est une tradition multiséculaire que l'on retrouve dans toutes les aires culturelles du pays. Face à cette difficulté, les Gouvernements successifs, en liaison avec les Organisations de la société civile, ont privilégié la voie de la sensibilisation par la communication pour le changement de comportement.

148. Les différents programmes de sensibilisation exécutés ont produit des résultats probants car aujourd'hui, la dot est réduite à son caractère symbolique dans la quasi-totalité des régions du pays. L'Etat à travers le MFFE entend poursuivre ses efforts pour que les populations se conforment à la législation en vigueur.

### Conclusion

139. Suivant les recommandations du Comité des Nations Unies sur la Convention, la Côte d'Ivoire a élaboré ce rapport complémentaire au rapport initial en donnant des détails sur les points relevés et en tenant compte de la situation de la femme dans le contexte post crise en général et particulièrement post crise électorale.

140. Le comité appréciera les effets induits des multiples crises que l'Etat de Côte d'Ivoire a eu à gérer pendant un peu plus d'une décennie et qui pourraient justifier les blocages réglementaires et l'évolution en dents de scie par endroit de la situation de la femme. Le Gouvernement ivoirien a souvent été contraint de revoir l'ordre des priorités.

141. Le déficit de données statistiques récentes notamment sur les impacts mesurables des projets et programmes en faveur des femmes est une lacune que le Gouvernement ivoirien comblera dans le climat désormais apaisé dans lequel il travaille.

142. Certes, ce rapport complémentaire a souvent mentionné des projets d'ordonnance et de révision d'instruments juridiques en faveur des femmes qui, quoique très avancés, ne sont pas encore adoptés; cependant, il faut retenir une chose: qu'elles soient du milieu rural ou urbain, qu'elles soient de niveau universitaire ou même analphabètes, les femmes de Côte d'Ivoire ont une grande conscience de leur rôle et de leur importance dans ce pays en tant qu'actrices du développement.

143. C'est la raison pour laquelle elles sont déterminées à saisir l'opportunité que leur offre le contexte post crise électorale avec la restauration de la cohésion sociale, la réconciliation nationale, les élections législatives, municipales et des conseils généraux pour occuper les places qui leur reviennent de droit dans la vie publique et politique.

144. Avec l'engagement personnel du Président de la République et du Gouvernement, l'espoir est de mise quant à une véritable prise en compte du genre en Côte d'Ivoire.

## Annexes

### Liste de présence à l'atelier de rédaction du rapport complémentaire de la Côte d'Ivoire sur la CEDEF Convention

Bassam les 6, 7, 8 septembre 2011

<i>N°</i>	<i>Nom et prénoms</i>	<i>Structures</i>	<i>Contact</i>
	Glaou Sophie Oyao	DESAC/MEN	05-03-88-77 20-22-93-09
02	Bahi Guy M.	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative	07-59-76-39 20-25-90-29
03	Kouassi Amani Sébastien	Assemblée nationale	06-94-41-40 20-20-82-50
04	Amon Kouakou Dongo	Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	09-09-77-82
05	Coulibaly Fanta	Comité Nationale de Lutte contre les violences faites femmes et aux enfants	07-73-86-34 22-41-17-51
06	N'Da Ahua Marcelle	DEPG	0-39-67-47
07	Angbomon Jean Marie	Min. de l'Emploi, de la Solidarité et des Affaires Sociales	40-00-86-67
08	Amon Nina	DEPG	07-76-75-05
09	Tano Oi Tano	ONUCI Droit de l'homme	07-97-05-92 06-20-53-36
10	Traore Aminata	ONG ONEF	08-35-34-72 20-21-77-02
11	Bedou Sylvestre Kossi	Cabinet-MFFE	08-08-46-37 20-21-77-02
12	Moloko Léontine	AFJCI	07-46-76-33 20-32-28-24
13	Tuho Pegalo	DEPG (Consultant UNDP)	01-20-74-20
14	Diallo Géneviève	REPSFECO-CI	05-92-12-96 22-44-67-08
15	Kaba Yaya Fofana	DEPG	05-12-55-25 20-21-77-02
16	Sanogo Edwige	Cabinet-MFFE	08-19-28-02

<i>N°</i>	<i>Nom et prénoms</i>	<i>Structures</i>	<i>Contact</i>
17	Seu Tia Sabine	OFACI	06-06-42-29
18	Lattro Marie Essoh	Ministère de l'Economie et des Finances-Cabinet	07-63-51-49 20-20-09-28
19	Georges Tiacoh	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	07-61-75-31 20-21-10-57
20	Maxime Kouame	DEPG	58-04-66-87

### Liste des institutions ayant participé à l'atelier de rédaction du rapport complémentaire sur la Convention

1. **Assemblée nationale (Direction de la Réglementation et des lois)**
2. **Ministères**
  - Ministère de l'Education Nationale
  - Ministère de la Santé
  - Min d'Etat, Ministère du Plan et Développement
  - Ministère de l'Economie et des Finances
  - Min des Droits de l'Homme
  - Ministère d'Etat, Ministère de la Justice, Garde des Sceaux
  - Ministère de la Fonction Publique
  - Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité
3. **ONG**
  - AID AFRIQUE
  - ONEF
  - AFJCI
  - OFACI
4. **Secteur privé**
  - Patronat Ivoirien
5. **Cabinet du MFFE**
  - 1 Conseiller Technique
6. **DEPG**
  - Directrice
  - 2 Sous Directrices
  - PAVVIOS
  - Comité National de lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants;

## 7. SNU

- UNDP
- ONUCI - Unité Genre et Division Droits de L'Homme

### Appui financier: UNDP

## Liste de présence à l'atelier de validation du rapport complémentaire de la Côte d'Ivoire sur la Convention

Abidjan le 17 septembre 2011

N°	Nom et prénoms	Structures	Contact
01	Dr. Goudou Coffie Raymonde	Ministre MFFE	20217702
02	M. Guy Pierre Nouama	Directeur de cabinet MFFE	20214545
03	M. Bedou Kossi Sylvestre	Conseiller technique MFFE	08-08-46-37
04	Mme. Kaba Yaya Fanta. F	Directrice DEPG /MFFE	05125525
05			
06	Glaou Sophie Oyao	Ministère de l'Education Nationale	05-03-88-77 20-22-93-09
07	Abro Abrogoua Génévieve	CNLVFE	07-13-56-83
08	Soro Yéo Sona Tieban	MEXVG	07-71-21-88 20-33-42-45
09	Bahi Guy M.	Ministère de la Fonction Publique	07-59-76-39 20-25-90-29
10	Kouassi Amani Sébastien	Assemblée nationale	06-94-41-40 20-20-82-50
11	Amon Kouakou Dongo	Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques	09-09-77-82
12	Doumbia Fanta	Organisation des femmes actives de CI (OFACI)	05-74-81-50 20-39-03-82
13	Roude Huguette Senrioka	Coalition des femmes leaders de Côte d'Ivoire (CFELCI)	07809660 2021090-40
14	Coulibaly Fanta	Comité National de lutte contre les violences faites aux femmes et aux Enfants.	07-73-86-34 22-41-17-51
15	Me. Bley Madeleine Minia	Réseau des Femmes Politique de Côte d'Ivoire (REFEPCI)	05-54-57-58 20-33-42-29
16	Me. Viviane Koua Sombo	AFJCI	04-90-69-39 20-32-28-24

<i>N°</i>	<i>Nom et prénoms</i>	<i>Structures</i>	<i>Contact</i>
17	Kone Chantal	Direction de la Planification et de de la Documentation	07-94-64-79 20-32-42-33 20-21-44-61
18	Pelmeyo Elisabeth épouse Camara	WANEP-CI	09-49-43-90 22-42-33-39
19	Ahoussi Nadya	PLAYDOO-CI	01-12-86-55 22-44-62-92
20	Polneau Laeticia	COFEMCI-REPC	49-06-05-05 22-44-62-90
21	Oulai Annick	DEPG	07-00-33-43 20-21-26-55
22	N'Da Ahua Marcelle	DEPG	07-39-67-47
23	Djedje Damienne	DEPG	57-38-92-83
24	Inna Jaka Tarawali	UJREM-CEDEAO	05-81-77-53
25	Ballo Adama	DPED-MFFE	09-96-41-49
26	Me Assamoua	MSU	07-34-21-64
27	Yol Kakou B	Ministère de la Défense	05-88-26-77
28	Kone Ladji	HAC-SEA 22-52-39-55	07-65-14-92
29	Camara Fatouma	ONG Femme et developpement en CI	07-33-98-55 22-52-39-55
30	Koffi Donald	DEPG	58-29-11-99

## Bibliographie

- Rapport initial, 2ème et 3ème rapport de la Côte d'Ivoire sur la mise en œuvre de la Convention;
- Le document de stratégie de Réduction de la pauvreté révisé en 2011;
- Tous les rapports produits par le Gouvernement ivoirien sur la situation de la femme;
- Plan Stratégique National de Lutte contre l'Infection à VIH, le Sida et les IST 2011-2015;
- Le Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté et à la réalisation de
- OMD 2009- 2013 (PARP/OMD);
- Le rapport d'activité du Comité National de lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants;
- Le rapport d'activité du Projet de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement;
- Le rapport d'activité de la Direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre;
- Le rapport Semestriel (PARP/OMD) appui à la diversification des activités au profit des communautés, des jeunes et des femmes, et appui au développement de la micro entreprise locale;
- Matrice gouvernementale d'actions prioritaires JUILLET/DECEMBRE 2011;
- Le programme de gouvernement du Président de la République.

---